

# MARIO MONTI

Président de l'Université Bocconi de Milan

Thierry, félicitations pour votre initiative courageuse. Dans l'esprit d'un nouveau Bretton Woods, pour commencer, vous nous avez convoqués dans un lieu boisé.

Comme européen qui croit, comme le président Pöttering, que le monde et l'Europe ont besoin d'États-Unis forts et respectés, je vais commencer par une note d'une profonde tristesse sur l'héritage de la présidence Bush. Je crois qu'en termes d'économie politique au sens large le président Bush avait deux objectifs : rendre irréversible la mondialisation fondée sur le marché, et faire respecter encore plus l'économie de marché dans le monde entier. En premier lieu, nous observons de plus en plus de réactions violentes vis-à-vis de la mondialisation. Pour que la mondialisation soit irréversible, il faut qu'elle soit acceptée. Pour qu'elle soit acceptée, il faut qu'elle soit pilotée. Pour que la mondialisation soit pilotée, il doit y avoir une coordination multilatérale. Le Président n'a pas particulièrement favorisé la coordination multilatérale dans plusieurs domaines tout au long de sa présidence.

Sur son autre objectif, le respect de l'économie de marché a connu un recul spectaculaire. Un pays, qui a été notre mentor à tous en termes de gouvernance de l'économie de marché, en est réduit lui-même et nous avec, à une situation où, pour les adversaires de la libéralisation des marchés en Europe et ailleurs, c'est une merveilleuse occasion d'invoquer l'exemple américain. Ils diront que même le porte-étendard de l'économie de marché, les États-Unis, a renié ses principes fondamentaux dans son comportement. Et cela est ressenti même aux États-Unis. Cela a été mieux appréhendé il y a deux semaines dans un éditorial paru dans l'édition américaine du magazine Time intitulé « Comment nous sommes devenus les États-Unis de France ». L'article revient sur les nombreuses critiques faites par les États-Unis à la France en particulier d'être fondamentalement un pays socialiste, comme chacun sait, et l'article dit que, même sous Mitterrand, en fait, la France était beaucoup moins socialiste que les États-Unis ne le sont devenus au cours des derniers mois et semaines. Et je me souviens très précisément d'un exemple parmi tant d'autres. Lorsqu'en 2004, la Commission européenne et la France – la France étant représentée par le ministre des Finances Sarkozy, à cette occasion – ont convenu, après négociations, d'une aide de l'État à la restructuration de la société française Alstom, en conformité avec les règlements des États de l'UE, certains journaux américains y ont vu la preuve définitive que non seulement la France, mais hélas l'Europe également étaient socialistes. Maintenant, comparez ça avec ce qui s'est passé aux États-Unis plus récemment.

Cette situation dramatique a, à mon avis, un double impact, sur l'Europe et ailleurs – je vais traiter brièvement de l'Europe : un impact sur les esprits et un impact sur les marchés.

Dans les esprits, il y a un grand risque d'alibi. Il y a plusieurs pays dans le monde – et certainement plusieurs pays en Europe – qui ont encore besoin de réformes structurelles pour assurer une mise en œuvre plus efficace de l'économie de marché, pour agir contre les saisies, les privilèges, les rentes. Il sera beaucoup plus difficile de continuer à le faire maintenant que l'économie de marché est si profondément discréditée, en grande partie grâce à l'Occident, mais c'est nécessaire, et je dois dire que j'ai remarqué avec intérêt la position actuelle des autorités françaises, toutes poussant vers un plus grand rôle des pouvoirs publics et une plus grande coordination des pouvoirs publics, mais en même temps, se dirigeant, par le biais de la Loi de modernisation économique, vers des réformes plus incisives de structures nationales allant dans le sens de plus de marché. D'autres pays devraient également le faire.

L'impact à travers les marchés : l'UE, soit peut être désintégrée par cette énorme crise financière si les réponses sont disparates et désespérées, soit peut trouver dans cette situation une nouvelle occasion d'améliorer son processus



d'intégration. Après tout, l'intégration européenne s'est toujours développée au travers de crises, nous n'aurions pas eu l'euro et la Banque centrale européenne s'il n'y avait pas eu, il y a plusieurs années, beaucoup de crises dramatiques sur les marchés des changes. Maintenant, à mon avis, le sommet qui s'est tenu à Paris samedi dernier est une première réponse positive, avec la ferme détermination de faire jouer cette crise dans le sens d'une plus grande intégration – et non d'une plus grande désintégration. Et j'ai aussi constaté qu'il y avait un équilibre raisonnable entre une certaine souplesse exigée par la prise de conscience du caractère exceptionnel de la situation actuelle, et le respect non démenti des principaux piliers de la construction européenne : Pacte de stabilité et de croissance, règles de la concurrence, etc. Je dois dire que c'est un motif de préoccupation, du moins pour moi, de voir qu'un pays qui a été au cœur de la construction européenne, l'Allemagne, envoie des signaux inquiétants. C'est l'opposition allemande qui a empêché les quatre, réunis à Paris, de proposer aux autres la mise en place de fonds communautaires pour les banques en difficulté, mais nous voyons alors que l'Allemagne a adopté hier, chez elle, une garantie de couverture pour tous les dépôts bancaires. Je pense que s'il doit y avoir plus d'intervention de l'État dans l'Union européenne, il est tout à fait essentiel que cela se produise au niveau de la communauté plutôt que sur le plan national.

Ma dernière remarque, Monsieur le Président : pourquoi est-il si important, dans une période où nous avons besoin de plus de gouvernance mondiale, que l'Union européenne conserve et renforce son intégration ? Eh bien, parce que je pense que nous avons quelque chose à offrir à la gouvernance mondiale. J'étais à une conférence récente, où quelqu'un a noté que la phase actuelle de la mondialisation n'avait pas de nom, de nom d'un souverain. Dans le passé, il y a déjà eu des périodes de mondialisation : l'une a été la mondialisation de Genghis Khan, une autre a été celle de la reine Victoria – cette fois il n'y a pas de nom de souverain. Et cet homme a dit : « Peut-être que cette mondialisation devait être appelée la mondialisation George Soros ». J'ai dit que je n'étais pas d'accord. George Soros véhicule la notion de mondialisation financière, qui a été très importante, mais j'ai observé que, du moins, deux noms pourraient définir la mondialisation actuelle : l'un est Bill Gates, parce que cette mondialisation est vraiment basée sur les technologies de l'information, et l'autre est Jean Monnet, non pas un souverain mais un homme politique, car il a conçu la seule expérience en place de gouvernement globalisé, pour le moment seulement au niveau d'un continent, il faut le reconnaître, mais c'est la seule expérience qui fonctionne.

C'est une remarque personnelle : je ne suis pas mécontent que la construction de Jean Monnet, des décennies après, se révèle suffisamment solide pour que même la construction de Bill Gates respecte les règles de l'Europe. Mais la méthode communautaire élaborée par Jean Monnet est basée exactement sur ce dont nous avons besoin au niveau mondial : d'une part, le démantèlement des frontières et des obstacles, mais d'autre part, une coordination des pouvoirs publics, combinant le marché et le social dans une économie de marché sociale, à laquelle le Président Pööttering et Monsieur le Président de l'Estonie se sont référés, assurant la défense déterminée, parfois difficile, des petits face aux grands dans l'application des règles.

Je vous remercie beaucoup.